

Delegation: Portugal

Commission : Conseil de l'UE sur la Santé

Problématique: *“Programme EU4health : quelle coordination européenne pour assurer des systèmes de santé plus solides et accessibles aux Européens ?”*

Le Portugal est dirigé depuis avril 2024 par le Premier ministre Luís Montenegro, à la tête d'un gouvernement de centre-droit issu du Parti social-démocrate (PSD). Son gouvernement met l'accent sur la relance économique, l'amélioration des services publics, notamment celui de la santé, et ceci en soutenant le renforcement des engagements européens.

Sur le plan stratégique, le Portugal soutient une intégration européenne dans le domaine de la défense et de la sécurité. Il reste également très attaché à la relation transatlantique et au rôle de l'OTAN (dont il est membre fondateur) dans la sécurité de l'Europe.

Par ailleurs, notre pays a toujours plaidé pour une solidarité sanitaire renforcée, en particulier durant la pandémie de COVID-19, où il a activement participé à la mutualisation des ressources médicales et au partage de vaccins. Le Portugal a également ratifié les résolutions du Conseil de l'Union européenne sur la santé publique et a adhéré aux engagements du Règlement sanitaire international de l'OMS.

Le programme EU4health apporte la valeur ajoutée de l'UE, créer des gains d'efficacité et des impacts à valeur ajoutée impossibles à atteindre par des mesures prises uniquement au niveau national. Il soutient et complète les politiques nationales visant à promouvoir et à améliorer la santé humaine dans l'UE et garantit la protection de la santé humaine dans toutes les politiques et activités de l'UE, conformément à l'approche « une seule santé » ; une approche qui reconnaît que la santé humaine est étroitement liée à celle des animaux et de l'environnement.

Dans le cadre de ce programme, la Commission européenne vise à renforcer la résilience des systèmes de santé des États membres: c'est une priorité à laquelle le Portugal adhère pleinement. Le service national de santé (SNS) est une fierté pour notre pays : chaque citoyen a le droit d'être soigné, sans distinction de résidence ou de situation professionnelle. La constitution garantit à chacun l'accès à la santé pour tout type de médecine.

Néanmoins, notre pays est confronté à plusieurs défis en matière de santé, notamment la pénurie de professionnels de santé, les inégalités d'accès aux soins entre les régions, et surtout, la nécessité de moderniser les infrastructures hospitalières. Ces difficultés s'inscrivent dans une problématique plus large à l'échelle européenne : comment harmoniser les politiques de santé tout en respectant la souveraineté des États membres ?

Pour notre part, avec notre système de santé public (SNS), nous nous montrons en faveur de l'idée d'une coopération renforcée entre les pays membres pour échanger des bonnes pratiques, comme dans la gestion des soins de santé primaires ou la prévention des maladies par exemple. Il serait également d'une priorité pour l'UE de renforcer les initiatives visant à garantir l'accès aux soins de santé pour tous les citoyens européens, en particulier dans les zones rurales, qui ont souvent moins accès aux centres médicaux.

Toutefois, nous entrons dans une nouvelle ère qui s'annonce sombre ; l'état géopolitique du monde est en défaveur de l'Europe, et nombreux pays européens songent au réarmement, se préparer à la guerre. Le PIB de certains États membres de l'UE sera dorénavant plus alloué à des fins militaires, autrement dit : la santé n'est plus des priorités actuelles, ce qui multiplie les enjeux déjà présents, et rend une collaboration européenne bien plus fragile.

Le Portugal demeure pour autant, un fidèle membre de l'UE, et nous soutenons maintenant plus que jamais, une Europe unie, prête à tout pour surmonter les défis mondiaux. Il est en notre devoir, de protéger notre démographie et continuer de progresser vers des services de santé toujours plus

performants, et pouvant actionner à plus grande échelle : garantir à nos citoyens, un accès équitable aux soins.